



2018 **RAPPORT D'ACTIVITÉ**

Notre MISSION

Æquo mène un engagement actionnarial avec des entreprises cotées, au nom d'investisseurs institutionnels cherchant à intégrer des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) à leurs stratégies d'investissement.

Notre raison d'être est d'amplifier l'impact de nos clients, investisseurs institutionnels, en les accompagnant dans la mise en œuvre de stratégies d'investissement responsable.

Æquo vise un système économique plus durable dans lequel les entreprises, encouragées par leurs investisseurs, gèrent les risques et opportunités ESG pour créer de la valeur à long terme au bénéfice de l'ensemble de la société.

Signataire des:



Mot de la PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR

L'année 2018, dont nous vous présentons les éléments saillants, représente une année charnière pour Æquo. Nos plans d'engagement se sont élargis en termes d'entreprises, de géographie et d'enjeux abordés; de nouveaux clients nous ont témoigné leur confiance en se joignant à ces plans; et notre équipe s'est agrandie. Nous voyons 2019, cette troisième année d'activité pour Æquo, avec beaucoup d'enthousiasme et d'optimisme.

L'élargissement progressif de nos dialogues aux compagnies américaines, rendu possible notamment grâce à notre partenariat avec *Desjardins Gestion internationale d'actifs*, nous a permis d'augmenter de 50% le nombre de compagnies américaines avec lesquelles nous avons dialogué en 2018. Le nombre d'engagements canadiens et américains continue de progresser pour atteindre une masse critique de près de **70 compagnies** en 2019. Ce nombre nous permet de discerner les grandes tendances et thèmes d'engagement tout en maintenant l'approche détaillée d'analyse par entreprise qui nous caractérise.

En ce qui concerne les enjeux ESG, la gestion du risque climatique a encore occupé cette année une place importante au sein de nos activités et de nos dialogues. Il est nécessaire que les investisseurs institutionnels à l'échelle internationale élaborent et mettent en oeuvre des stratégies visant à: réduire le risque climatique de leurs placements, favoriser la transition énergétique et augmenter la résilience des économies et des populations. En 2018, nous avons accompagné certains clients dans l'élaboration de ce type de stratégie. De la même manière, bien que les entreprises continuent à intégrer progressivement le risque climatique, les résultats des premières études portant sur l'intégration des recommandations du TCFD montrent qu'il y a encore du chemin à faire. En effet, celles-ci mettent en évidence l'existence d'écart importants entre secteurs, régions et types de données divulguées. Comme vous le verrez à travers différents exemples, nous sommes heureux d'avoir contribué aux progrès réalisés par certaines entreprises, que cela soit au travers de nos dialogues individuels, via notamment les deux propositions d'actionnaires que nous avons préparées, ou par le biais d'initiatives d'investisseurs telles que le [Climate Action 100+](#).

Collectivement, nous devons rapidement trouver des solutions aux grands enjeux de ce siècle, de concert avec les entreprises détenues dans vos portefeuilles, tout en respectant votre devoir fiduciaire. Nous sommes confiants d'avancer dans la bonne direction. Nous sommes privilégiés d'avoir la confiance de nos clients et partenaires et nous les en remercions.



Josée Cavalancia

Présidente du conseil



Jean-Philippe Renaut

Directeur général

Processus, MÉTHODE ET RÉSULTATS

LE DIALOGUE ACTIONNARIAL

L'engagement, tel que nous le pratiquons chez Æquo, vise à améliorer les pratiques ESG des entreprises par le biais d'un échange ouvert et informé. Nous nous informons auprès des entreprises et nous les incitons, de manière constructive, à améliorer la gestion d'enjeux ESG matériels. Nous effectuons en moyenne deux rencontres formelles par année avec chaque compagnie de notre plan d'engagement, en plus de nombreux échanges, suivis et recherches.

En plus des dialogues individuels, au nom de nos clients nous participons activement à des efforts collaboratifs d'investisseurs portant sur des entreprises et des enjeux particuliers. Ces initiatives, auxquelles nous apportons notre expertise, se traduisent en conversations entre plusieurs investisseurs et les entreprises visées ou en déclarations conjointes.

LA SÉLECTION DES ENTREPRISES

Les entreprises de notre plan d'engagement sont sélectionnées selon les trois critères suivants

- Un nombre important de controverses et/ou une mauvaise performance ESG par rapport à leurs pairs;
- L'impact potentiel de notre démarche, évalué par exemple en fonction de la présence du titre dans un nombre significatif de portefeuilles de nos clients;
- Le suivi du dialogue, lorsque les objectifs d'engagement de l'année précédente n'ont pas encore été atteints.

Notre plan d'engagement 2018 contenait 51 compagnies (31 canadiennes et 20 américaines). En 2019, notre programme d'engagement est composé d'un plan canadien qui contient 40 compagnies et d'un plan américain distinct qui en comprend 28, pour un total de **68 dialogues visés**.

LE SUIVI DES DIALOGUES

Nos dialogues s'inscrivent dans la durée. Les dialogues sont menés généralement sur plusieurs années - 80% des engagements de l'année dernière ont été reconduits cette année. En effet, il est important que s'instaure un climat de confiance entre Æquo et ses interlocuteurs; la modification des pratiques ESG des entreprises ne se réalise pas du jour au lendemain.

Pour chaque dialogue, nous définissons des objectifs dont l'atteinte est mesurable. Ces objectifs sont présentés aux compagnies sous forme de recommandations. Pour en suivre l'atteinte, nous avons mis en place une échelle de progression.

ÉCHELLE DE PROGRESSION D'OBJECTIFS

0	L'objectif (afin de gérer un risque) a été défini, mais n'a pas encore été communiqué à l'entreprise
1	L'objectif a été communiqué à l'entreprise
2	L'entreprise a reconnu le besoin d'atteindre l'objectif
3	L'entreprise a adopté une stratégie afin d'atteindre l'objectif
4	L'entreprise a atteint l'objectif

LES ENJEUX ET LES RÉSULTATS

Sur les 51 dialogues planifiés en 2018, nous avons mené des engagements avec 46 entreprises pour le compte de nos clients.

Nous avons abordé une douzaine d'enjeux dans dix secteurs différents. Les enjeux liés à la transition énergétique, à la gestion de l'énergie et à l'impact écologique ont été abordés dans près de 60% de nos dialogues. Les enjeux concernant les conditions de travail, les droits humains ainsi que le capital humain ont quant à eux été abordés dans à peu près 40% des dialogues. Nous avons également commencé à aborder en 2018 **de nouveaux enjeux** liés à responsabilité des produits tels que les opioïdes, l'impact écologique du plastique et la cybersécurité.

En 2018, tout comme l'année dernière, nous avons constaté une progression dans un peu plus de 50% de nos dialogues, dont 40% concernent des entreprises déjà présentes dans le plan d'action 2017 et par rapport auxquelles nous n'avions pas enregistré de progression l'année dernière.

La qualité des relations que nous entretenons avec les entreprises est au cœur de la réussite de notre mission. Nous n'enviageons le dépôt d'une proposition d'actionnaire qu'en ultime recours et en toute transparence avec la compagnie (lorsque celle-ci ne répond pas à nos sollicitations de rencontre ou lorsque nous constatons qu'un échange soutenu sur un enjeu en particulier ne porte pas fruit). En 2018, les deux occasions où nous avons accompagné des clients dans cette direction ont permis d'obtenir des résultats significatifs. Dans les deux cas, les compagnies se sont engagées à améliorer leur stratégie et leur divulgation ESG. Alors que TransCanada est occupée à rédiger un rapport d'analyse de risque intégrant différents scénarios climatiques, **Alimentation Couche-Tard** s'est engagée à améliorer sa divulgation relative à la gestion des enjeux ESG.

Notre site web www.aequo.ca et plus particulièrement la section "nouvelles" contient plus d'informations sur ces deux cas ainsi que sur notre impact.

PLAN D'ENGAGEMENT CANADIEN 2018 - 2019 ET PRINCIPAUX ENJEUX PAR SECTEUR

Secteurs	Entreprises*	E	S	G
Aliments transformés	Maple Leaf Premium Brands	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain; droits humains; responsabilité des produits	
Banques commerciales	Banque CIBC Banque de Montréal Banque Royale Banque Scotia Banque TD	financement de la transition	cybersécurité et confidentialité des données	fiscalité responsable
Détaillants et distributeurs alimentaires	Alimentation Couche-Tard Empire Company Loblaws Metro	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain; diversité et inclusion; droits humains; responsabilité des produits	
Détaillants et distributeurs spécialisés	Canadian Tire Dollarama	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain; diversité et inclusion; droits humains; responsabilité des produits	
Gestion des déchets	Waste Connections	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain	
Immobilier	Allied Properties CAPREIT RioCan	gestion de l'énergie; résilience climatique		
Logiciels et services informatiques	CGI Descartes OpenText			fiscalité responsable; fraude et corruption
Métaux et mines	Agnico Eagle B2Gold (Non reconduite en 2019) Barrick Gold Eldorado Gold (Non reconduite en 2019) First Quantum Minerals Goldcorp (Non reconduite en 2019) IAMGOLD Nevsun (Non reconduite en 2019) Yamana Gold	gestion des déchets; impact écologique	capital humain; droits humains; communautés locales	fiscalité responsable
Pétrole et gaz	Chesapeake Energy (Non reconduite en 2019) CNRL Enbridge Husky Imperial Oil MEG Energy (Non reconduite en 2019) Parkland Fuel Suncor TransCanada Whitecap Resources (Non reconduite en 2019)	gestion de l'énergie; impact écologique; transition énergétique	communautés locales	
Produits chimiques	Methanex Nutrien	gestion de l'énergie; impact écologique		
Produits de construction	Dorel (Non reconduite en 2019) Norbord Richelieu Stella-Jones	gestion de l'énergie; impact écologique	communautés locales	
Services d'ingénierie et de construction	WSP	résilience climatique; transition énergétique		fraude et corruption
Services publics	Algonquin Power & Utilities ATCO Fortis	gestion de l'énergie; transition énergétique		

* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2019 sont indiquées en **gras**

PLAN D'ENGAGEMENT AMÉRICAIN 2018 - 2019 ET PRINCIPAUX ENJEUX PAR SECTEUR

Secteurs	Entreprises*	E	S	G
Automobile	BMW (Non reconduite en 2019)	transition énergétique	droits humains	
Banques commerciales	BB&T Citizens Financial Group M&T Bank	financement de la transition		fiscalité responsable; cybersécurité et confidentialité des données
Détaillants et distributeurs alimentaires	Kroger	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain; diversité et inclusion; droits humains; responsabilité des produits	
Détaillants et distributeurs spécialisés	Costco Wholesale Dollar General Dollar Tree Fastenal TJX Companies Under Armour	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain; diversité et inclusion; droits humains; responsabilité des produits	
Pétrole et gaz	Marathon Petroleum Superior Energy Services (Non reconduite en 2019) Targa Resources Valero	gestion de l'énergie; impact écologique; transition énergétique	communautés locales	
Produits chimiques	Sherwin-Williams	gestion de l'énergie; impact écologique	capital humain	
Produits ménagers et personnels	Estée Lauder	impact écologique	droits humains; responsabilité des produits	
Services publics	American Electric Power (Non reconduite en 2019) Consolidated Edison DTE Energy Duke Energy Entergy Public Service Enterprise Southern Company	gestion de l'énergie; impact écologique; transition énergétique		
Soins de santé	Biogen Cardinal CVS Health McKesson Pfizer Thermo Fisher Scientific Walgreens Boots Alliance		accessibilité des produits; responsabilité des produits; diversité et inclusion	

* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2019 sont indiquées en **gras**

Certains enjeux ABORDÉS EN 2018

DIVULGATION DES DÉTAILLANTS À BAS COÛT



Si, sous la pression des investisseurs, les entreprises sont de plus en plus amenées à mesurer et à rendre compte de leur impact ESG plutôt que de divulguer de simples statistiques, le *KPMG Survey of Corporate Responsibility Reporting 2017* indique également que le secteur du détail reste l'un des secteurs qui divulgue le moins. Cela est plus particulièrement le cas chez les détaillants de produits à bas prix («dollar store»). Ces détaillants, dont le modèle d'affaires se fonde sur une chaîne d'approvisionnement étendue et complexe de produits à bas coût, continuent de se développer en Amérique du Nord. Aux États-Unis (où Dollar General et Dollar Tree représentent ensemble plus de 30 000 magasins), ce type d'enseigne vient concurrencer directement les détaillants traditionnels (dont Walmart et Costco), grâce au maillage de leur réseau de magasins et la diversification de leurs produits, particulièrement en dehors des grands centres urbains.

Les principaux risques auxquels sont confrontées ces entreprises et sur lesquels nous dialoguons touchent :

- la responsabilité des produits;
- l'impact écologique;
- les droits humains et les conditions de travail;
- la gestion du capital humain;
- la diversité et l'inclusion;
- la gestion de l'énergie et des émissions.

De mauvaises pratiques dans ces domaines représentent des risques pour ces détaillants, qu'ils prennent la forme d'atteinte à leur réputation, de litiges, ou encore d'absence de préparation par rapport aux réglementations changeantes. Inversement, des pratiques adaptées permettent de réduire certains coûts, limiter les litiges, renforcer et protéger leurs réputations, tout en améliorant la qualité des relations avec les parties prenantes.

Nos dialogues visent à ce que ces entreprises :

1. **identifient** les enjeux ESG clés propres à leurs activités;
2. mettent en place une **gouvernance** adéquate afin d'encadrer la gestion de chacun de ces enjeux;
3. mettent en place des **mesures** afin de gérer et limiter chaque enjeu (avec des indicateurs de performance et des objectifs définis);
4. **divulguent** de manière systématique et régulière à propos des trois points précédents.

Si une bonne divulgation ESG favorise la réflexivité et l'efficacité de la compagnie, la différenciation des pratiques dans des secteurs compétitifs et la rétention de ses employés, elle permet surtout aux investisseurs de prendre des décisions éclairées. **Voici quelques exemples de progression significative en matière de divulgation à mettre en évidence en 2018.**

Dollar General

Nous avons eu différents échanges sur deux ans avec l'entreprise. Nous avons insisté sur l'importance pour la société d'améliorer la divulgation de ses informations en matière d'approvisionnement responsable, en particulier en ce qui concerne les risques inhérents au secteur de la vente au détail dans lequel elle opère. Preuve d'un suivi plus serré par l'entreprise, nous avons été ravis d'apprendre qu'elle a publié son premier rapport de responsabilité d'entreprise en 2019, comme le font déjà beaucoup de ses concurrents.

Dollarama

Le début du dialogue avec Dollarama est antérieur à la formation d'Æquo. Depuis le début des échanges que nous entretenons avec la compagnie, nous l'invitons à améliorer la divulgation relative à sa stratégie et à sa gestion des enjeux ESG. En fin d'année, la compagnie nous a fait savoir qu'elle travaillait à l'élaboration d'une feuille de route sur trois ans (2021) à cette fin. Conformément à nos demandes, cette divulgation s'articulera autour des thèmes ESG clés identifiés par la compagnie. Elle devrait fournir des informations sur la gouvernance de ces enjeux ainsi que des indicateurs de performances. Nous nous réjouissons de ces engagements et continuerons à suivre de près les avancées de la compagnie.

ALIMENTATION COUCHE-TARD

Responsabilité des produits et transition énergétique

Alimentation Couche-Tard est l'une des plus grandes entreprises de commerces de proximité au monde. Elle possède et exploite plus de 16 000 magasins dans plus de 25 pays et régions du monde et emploie au-delà de 130 000 personnes.

En plus des enjeux ESG propres au secteur du détail (la responsabilité des produits; la gestion des droits humains et des conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement; la gestion du capital humain, etc.), l'entreprise doit également gérer adéquatement ceux du secteur pétrolier (au premier plan la transition énergétique). En effet, en 2018 plus de 70% des revenus mondiaux de Couche-Tard provenaient des ventes de carburants. Par ailleurs, 12% provenaient des produits du tabac. S'ajoutent à cela ses revenus issus de la vente de boissons sucrées/caféinées/alcoolisées et, bientôt, de marijuana, en plus de produits plus traditionnels du secteur de l'alimentation.

L'information communiquée à ce jour par Couche-Tard ne permet pas aux investisseurs de comprendre et d'évaluer son approche globale sur la gestion des risques associés à ce modèle d'affaires. Après plus de deux ans de demandes de dialogue sans réponse, nous avons soumis une proposition d'actionnaire, au nom d'un de nos clients, Bâtirente, ainsi que de PGGM, un important gestionnaire de fonds de pension hollandais. Suite à cette démarche, des représentants de Couche-Tard (dont l'administrateur principal du conseil d'administration) nous ont invités à leurs bureaux pour en apprendre davantage sur notre démarche et notre demande. Tout en nous indiquant qu'ils ne pouvaient pas voter en faveur de notre proposition, ils se sont engagés à élaborer une stratégie destinée à mieux communiquer leurs démarches en matière de développement durable d'ici la prochaine assemblée des actionnaires. Nous suivrons ces développements de près en 2019.

GESTION DES ENJEUX CLIMATIQUES PAR LES ENTREPRISES ÉNERGÉTIQUES



Si l'on peut constater qu'une transition vers une économie sobre en carbone, tel que prévu dans l'accord de Paris, progresse à l'échelle internationale, elle ne se réalise pas assez rapidement. Le [rapport](#) spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a mis en évidence cette année les effets alarmants d'une hausse de la température moyenne mondiale de 2 degrés et souligné la nécessité de viser 1.5 degré. Il est impératif que les gouvernements, les entreprises et les investisseurs redoublent d'efforts à cette fin.

En ce qui concerne les initiatives gouvernementales visant à mettre en place un système financier propice aux investissements durables, des avancées notables ont été réalisées, notamment dans l'élaboration de stratégies étendues, cohérentes et concertées. En Europe, le [rapport](#) réalisé par le groupe d'experts à haut niveau a élaboré une feuille de route pour une économie plus verte et plus propre. Le Canada a également mis sur pied un [Groupe d'experts sur la finance durable](#), dont le [rapport préliminaire](#) a été déposé à la fin 2018.

Du côté des entreprises, si les pratiques évoluent progressivement, il reste du chemin à faire. Les changements climatiques représentent des risques de transition (contraintes imposées par les gouvernements et avancées technologiques) et des risques physiques sur les actifs pour plusieurs secteurs de l'économie. Les modèles d'affaires de certaines compagnies, fondés sur l'exploitation d'énergies fossiles, sont amenés à être questionnés dans le contexte d'une économie à faible émission de carbone.

Dans le cadre des dialogues que nous menons avec les compagnies énergétiques, nous visons précisément à ce qu'elles démontrent une adaptation de leurs stratégies d'affaires et pratiques en regard de ces enjeux. Maintenant bien au-delà de la divulgation, nous leur demandons de mettre en place une gouvernance destinée à gérer adéquatement cet enjeu (notamment en ce qui concerne la compétence, la responsabilité et la supervision du conseil), d'exposer leur gestion du risque et leur stratégie en regard de celui-ci (plan de transition, analyse de scénario, proportion d'investissements dans les énergies renouvelables) et de définir des objectifs sous forme de cibles de réductions des émissions de gaz à effet de serre.

Des avancées notables ont été réalisées en 2018. Notons à cet égard le rôle joué par la collaboration d'investisseurs [Climate Action 100+](#) (CA100+) dans les engagements pris notamment par [Shell et BP](#). Cette initiative regroupe à ce jour plus de 300 investisseurs représentant plus de 33 000 milliards USD d'actifs sous gestion. **En ce qui concerne les compagnies de notre plan d'action, voici quelques exemples de progression significative.**

Southern Company

Nous avons eu divers échanges avec Southern Company au cours des deux dernières années. Dès le début, nous leur avons demandé de divulguer plus d'informations concernant leur stratégie de réduction des émissions de carbone. Suite à la pression des investisseurs, la société a réalisé une analyse de scénario deux degrés. Toujours aligné à nos demandes, la société a annoncé son objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici 2030.

Enbridge

Nous échangeons depuis plusieurs années avec Enbridge afin que l'entreprise publie un rapport dans lequel elle expose la résilience de son modèle d'affaire dans un avenir sobre en émissions de carbone, notamment par le biais d'une analyse de scénarios. L'entreprise se prépare à divulguer un tel rapport en 2019. Durant l'année 2018, elle a été très ouverte à recevoir nos commentaires et suggestions au fil de nos échanges constructifs.

Suncor

Au cours de nos échanges des dernières années, nous avons répété à Suncor la pertinence, du point de vue de sa réputation et de l'exploration de nouveaux marchés, d'interagir avec le marché des véhicules électriques étant donné son vaste réseau de station d'essence pancanadien. Nous avons été heureux d'apprendre que Petro-Canada, filiale de Suncor, installera en 2019 un réseau de bornes de recharges à travers le Canada. Peu de sociétés se sont engagées dans l'électrification des transports de la sorte et Suncor mérite d'être félicitée pour ce leadership.

Quelques nouveaux thèmes EN 2019

LE PLASTIQUE



La production de plastique, qui provient en grande majorité de combustibles fossiles, a augmenté de façon exponentielle ces dernières décennies. Alors que l'emballage (25% de la production de plastique) représente la plus grande catégorie de matériaux à usage unique, seulement 14% de ceux-ci sont actuellement collectés pour être recyclés. Chaque année, de 80 à 120 milliards USD de matériaux d'emballage en plastique sont perdus pour l'économie. La pollution de plastique des océans représente environ 150 millions de tonnes, augmentant de 8 millions de tonnes chaque année. Aux impacts sur la faune et sur la flore s'ajoutent des enjeux de santé publique. En effet, différentes études ont mis en évidence des traces de plastique dans des produits alimentaires avec des impacts à long terme indéniables, mais encore peu connus, sur la santé humaine.

Si tous les secteurs sont concernés, cet enjeu est principalement abordé dans nos dialogues avec le secteur de l'alimentation et de la vente au détail.

Pour ces entreprises, les risques associés à cet enjeu sont notamment liés à la réputation et à l'absence de préparation aux réglementations changeantes. L'Europe, par exemple, a annoncé en 2018 sa [stratégie](#) en regard de cet enjeu. Le G7 a également développé une charte dans le domaine.

As you Sow a lancé une [initiative](#) visant à dialoguer avec des compagnies sur cet enjeu et nous participons au groupe de travail des [PRI](#) qui lui est dédié. Ce dernier vise notamment à définir les indicateurs précis permettant d'évaluer et comparer les entreprises sur cet enjeu.

LA CRISE DES OPIOÏDES



Les États-Unis et le Canada font face à une crise liée à la consommation d'opioïde sans précédent. Alors qu'au Canada ce sont plus de **3000 décès** par an depuis 2016 que l'on peut relier à la consommation d'opioïde, ce chiffre dépasse les **40 000** aux États-Unis - cette donnée faisant abstraction du nombre exponentiel d'individus et de familles subissant les effets désastreux d'une dépendance à ce type de produit. Le développement de cette crise, que l'on doit notamment au **taux élevé de prescription d'opioïde ainsi qu'à l'apparition d'opioïdes de synthèse puissants** (tel le Fentanyl), a des effets notables et dévastateurs sur des communautés entières.

Cet enjeu concerne principalement le secteur pharmaceutique (fabricants, distributeurs et détaillants). Nous avons commencé à l'aborder en 2018 avec les pharmacies (détaillants) américaines de notre plan d'action. En 2019, nous traiterons également de ce sujet avec les détaillants canadiens.

Les risques auxquels font face ces entreprises sont notamment liés à leurs réputations ou encore à des litiges et poursuites légales. En effet, différents états et communautés au Canada et aux États-Unis ont déposé des poursuites contre des fabricants et des distributeurs afin de faire reconnaître leur responsabilité.

En termes de bonnes pratiques, nous demandons aux compagnies qu'elles mettent en place une gouvernance adéquate afin de gérer cet enjeu (notamment en ce qui concerne la responsabilité et la supervision du conseil), des mesures concrètes afin de limiter le risque (sensibilisation des clients, formation du personnel, contrôle des ordonnances, récupération des médicaments, mise à disposition d'antidotes) et des objectifs afférents.

Nous travaillons activement au sein du regroupement *The Investors for Opioid Accountability (IOA)* mis sur pied par le ICCR afin de coordonner nos efforts avec d'autres investisseurs. Suite au dépôt d'une proposition d'actionnaire demandant à Walgreens Boots de divulguer sa gestion des risques associés à la crise des opioïdes, cette coalition a d'ailleurs célébré une grande victoire en voyant sa proposition récolter plus de 60% du vote des actionnaires.

CYBERSÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES



Aujourd'hui, les enjeux liés à la cybersécurité et à la protection de données confidentielles font partie des risques importants pour toute entreprise. D'importantes compagnies, telles que Marriott ou T-Mobile, ont subi des brèches importantes en 2018. Comme le souligne le [rapport](#)

2018 sur l'évaluation des cybermenaces du Centre canadien pour la cybersécurité, les attaques de plus en plus sophistiquées se sont multipliées cette année et continueront à progresser en 2019.

Si nous abordons cet enjeu avec le secteur bancaire, nous comptons élargir en 2019 le nombre de secteurs visés.

Les principaux risques auxquels font face les entreprises en regard de cet enjeu prennent la forme de coûts et d'atteintes à la réputation en cas d'intrusion, de paralysie des systèmes et/ou de vol de données, mais également d'absence de préparation par rapport à la réglementation changeante. En effet, la réglementation a évolué sensiblement en 2018 à l'échelle internationale. En Europe, le *Règlement général sur la protection des données* (RGPD) visant à renforcer les droits des personnes et responsabiliser les acteurs traitant des données est entré en vigueur. Au Canada, la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRDE) impose aux entreprises depuis le 1^{er} novembre de nouvelles obligations en cas de violation des données. Aux États-Unis, la SEC a publié des directives destinées à aider les sociétés ouvertes à divulguer, à surveiller et à s'acquitter de leurs obligations en matière de cybersécurité.

En ce qui concerne les pratiques des entreprises, le *EY Global Information Security Survey 2018-19* indique qu'un nombre important d'entreprises (77%) opèrent toujours avec une cybersécurité et une résilience limitée. En outre, le rapport des PRI portant sur la divulgation des entreprises en regard de cet enjeu souligne un manque d'information de la part des entreprises cotées.

En termes de bonnes pratiques, nous demandons aux compagnies qu'elles mettent en place une gouvernance adéquate afin de gérer cet enjeu (notamment en ce qui concerne l'expertise, la responsabilité et la supervision du conseil) et des mesures afin d'évaluer et limiter le risque (notamment en termes de formation du personnel, d'audit interne et externe et de plan de résilience).

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Depuis 2018, nous alignons chacun de nos objectifs par rapport aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Ces derniers visent les grands défis mondiaux liés notamment à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, ainsi qu'à la paix et à la justice. Le secteur privé joue un rôle important dans l'atteinte de ces objectifs et en tant que représentant de nos clients investisseurs, nous invitons les entreprises, à travers nos dialogues, à améliorer leur impact dans la grande majorité des 17 Objectifs de développement durable.

INITIATIVES COLLABORATIVES D'INVESTISSEURS

Initiative	Type	Description	Implication
L'Association pour l'investissement responsable (AIR)	Organisme	L'Association pour l'investissement responsable (AIR) est une association représentant l'industrie dans laquelle Æquo et ses clients évoluent.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Membre officiel depuis janvier 2019 ● Conseiller au contenu et participants au colloque annuel d'avril 2019
ICCR	Organisme	L'Interfaith Center on Corporate Responsibility est un regroupement de communautés religieuses dont l'objectif est de bâtir un monde plus juste et durable en intégrant des valeurs sociales dans les actions des entreprises et des investisseurs.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Membre de différents comités et participations aux rencontres
PRI	Organisme	L'initiative des PRI aide les signataires à incorporer les enjeux ESG à leurs décisions relatives à l'investissement et à l'actionnariat.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Signataire depuis la création d'Æquo; ● Participant à différentes initiatives collaboratives;
PRI Québec	Organisme	Le réseau des signataires des PRI au Québec appuie la diffusion des Principes d'investissement responsable au Québec. La nature de ce regroupement se transforme considérablement depuis le début 2019 et notre implication sera également différente cette année.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Organisation de rencontres thématiques sur l'investissement responsable; ● Modération et participation à différents panels.
Climate Action 100+	Engagement collaboratif	Initiative lancée dans le cadre de la COP23 en novembre 2017. Cette initiative regroupe 289 investisseurs du monde entier autour d'un plan d'engagement visant les 100 plus grands émetteurs de GES (cotés en bourse) à l'échelle internationale.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active au groupe Nord Américain. ● Rôle de leader dans certains engagements avec les entreprises visées.
Collaboration des PRI sur la fiscalité	Engagement collaboratif	Initiative collaborative des PRI relative aux enjeux liés à la fiscalité responsable des entreprises.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active en tant que membre du groupe de travail
Collaboration des PRI sur les normes du travail dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire	Engagement collaboratif	Cette collaboration d'investisseurs vise à amener les entreprises agroalimentaires à améliorer leurs pratiques en termes de respect des droits du travail dans leur chaîne d'approvisionnement.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active en tant que membre du comité avisé
Groupe de travail (PRI) sur le plastique	Groupe de travail	Ce comité de travail des PRI sensibilise les investisseurs aux impacts, aux risques et aux opportunités liés au plastique.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active en tant que membre du groupe de travail
Groupe de travail sur les risques liés aux actifs carbone	Groupe de travail	Le Carbon Asset Risk Working Group (CAR) qui est animé par l'organisme Ceres, regroupe des investisseurs et porte sur le dialogue avec des entreprises énergétiques à propos des enjeux liés aux risques climatiques.	Intermédiaire - Rôle de soutien





 aequo.ca

 info@aequo.ca

 1111 rue Saint-Urbain, bureau 211, Montreal, Quebec H2Z 1Y6